

Bulletin d'histoire politique

Présentation

Serge Cantin et Stéphane Stapinsky



Volume 9, numéro 1, automne 2000

Présence et pertinence de Fernand Dumont

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060423ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060423ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Cantin, S. & Stapinsky, S. (2000). Présentation. *Bulletin d'histoire politique*, 9(1), 12–15. <https://doi.org/10.7202/1060423ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Présence et pertinence de Fernand Dumont

Présentation



Serge Cantin
Université du Québec à Trois-Rivières

Stéphane Stapinsky
Encyclopédie de L'Agora

Il arrive que de grands esprits soient voués après leur mort, pour un temps indéterminé, à une sorte de purgatoire, dont certains, hélas, ne réussissent jamais à sortir tout à fait. Apparemment, ce sort injuste aura été épargné à celui qui fut de son vivant l'un des intellectuels les plus respectés et les plus écoutés du Québec. Depuis sa disparition, en mai 1997, Fernand Dumont n'a cessé de faire sentir sa présence parmi nous, notamment dans les débats universitaires prenant pour thème ce qu'il est convenu d'appeler, à tort ou à raison, la « nation québécoise ». À y regarder de près, cependant, cette présence se révèle passablement ambiguë, en ce qu'elle apparaît souvent liée à une volonté, plus ou moins explicite, de prendre définitivement congé d'un penseur dont les idées ont le défaut d'être peu conciliables avec l'esprit du temps.

Ainsi, mise en cause au cours des deux ou trois dernières années dans des livres, des articles « scientifiques » ou encore dans des colloques, la pensée politique de Dumont, en particulier sa conception de la nation, se trouve-t-elle aujourd'hui tenue en suspicion. Pour certains, qui s'attachent à repenser le nationalisme québécois sur des bases plus « civiques », la défi-

niton dumontienne de la nation serait même porteuse de dérives dangereuses, en raison du caractère exclusivement ethnique et du manque d'ouverture à l'égard des non-francophones qui lui seraient inhérents.

Ce dossier trouve son point de départ dans ces critiques et dans les questions qu'elles soulèvent. La distinction que Dumont opère, dans *Raisons communes*, entre « nation culturelle » et « communauté politique » est-elle défendable d'un point de vue historique, sociologique, philosophique, éthique ? Est-il vrai, comme d'aucuns le soutiennent, qu'une telle distinction se heurte à des contradictions insolubles dans le contexte pluriethnique ou multiculturel de la société québécoise contemporaine ? Gérard Bouchard a-t-il raison d'écrire, par exemple, que « sous la plume de M. Dumont, l'intégration des immigrants [est] en réalité synonyme d'assimilation pure et simple à la culture française » (*La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, Montréal, 1999, p. 49) ? Ou encore de prétendre qu'un ouvrage comme *Genèse de la société québécoise* « s'inscrit [...] intégralement dans le vieux paradigme de la survivance » (*ibid.*, p. 50) ? Jugement qui a de quoi surprendre lorsqu'on sait que, à la toute fin de ce livre, l'auteur exhorte les Québécois à se donner un projet politique qui leur permettrait enfin de sortir de l'hiver de la survivance ! Dumont serait-il donc, malgré lui, prisonnier de l'idéologie de la survivance, ainsi que semble le suggérer Bouchard ?

Pour répondre à ces questions suscitées par ce que l'on pourrait appeler rapidement le révisionnisme identitaire, les responsables de ce dossier ont cru bon de donner en premier lieu la parole au principal témoin, c'est-à-dire à Dumont lui-même. Dans l'entretien qu'il accordait deux ans avant sa mort à Georges Leroux, et dont nous offrons ici la transcription intégrale, Dumont insistait notamment sur la dimension culturelle, et non pas ethnique, de son nationalisme, en mettant en garde contre la « tentation de s'évader dans l'homme universel ». Sous cette tentation constante, liée à notre « incapacité de nous créer un langage qui convienne à la situation où nous sommes », Dumont diagnostiquait, avec une implacable lucidité, la maladie endémique de notre culture et « les désarrois de notre société, qui est confrontée au vide et à la menace — qu'on n'ose pas envisager en face — de sa disparition ».

C'est contre ce même universalisme abstrait que s'élève le sociologue Jacques Beauchemin dans « La communauté de culture comme fondement du sujet politique chez Fernand Dumont ». Refusant d'emblée l'opposition commune (et simpliste) entre nationalisme civique et nationalisme ethnique, Beauchemin insiste sur le lien qui existe ou devrait exister entre un projet politique et un « sujet de culture et de mémoire ». À ses yeux, la position de Dumont, « aussi inconvenue soit-elle dans la conjoncture actuelle », a le

grand mérite de nous rappeler qu'on ne peut éluder, sous peine de verser dans l'insignifiance, cette question de l'identité du sujet politique. Le projet souverainiste, écrit-il en écho à Dumont, « ne peut s'édifier à partir d'une mémoire vide ou encore d'une mémoire qui pour ne pas s'imposer à tous semble disposée à minimiser l'importance qu'elle a eue dans l'histoire du Québec ».

Dans « Nation et mémoire chez Fernand Dumont », Serge Cantin entend répondre point par point à la critique bouchardienne de Dumont. Non seulement celle-ci se rend-elle coupable de graves méprises, mais un positivisme étroit s'y trouve à l'œuvre, qui véhicule une conception non moins étriquée de la mémoire historique, inapte à saisir les enjeux au centre de la réflexion dumontienne. À la fin de son article, Cantin s'interroge sur les mobiles du procès que Bouchard mène depuis quelques années contre nos élites intellectuelles passées, tant lointaines (Groulx) que proches (Dumont). Ne reculant pas devant la polémique, il se demande si un tel procès, qui curieusement épargne « les élites du présent auxquelles on peut penser que [Bouchard] lui-même appartient », ne participe pas de cette nouvelle censure que Dumont dénonçait au début de *Raisons communes*.

Dans « L'état de la nation », Jean-Philippe Warren, auteur d'un livre controversé (voir *Argument*, automne 1999) sur Fernand Dumont — *Un supplément d'âme. Les intentions primordiales de Fernand Dumont (1947-1970)*, Sainte-Foy, PUL, 1998 — s'applique à montrer en quoi la pensée dumontienne peut nous aider à surmonter les dilemmes idéologiques auxquels se trouve confronté le Québec contemporain. Pour Warren, Fernand Dumont représente une troisième voie entre le nationalisme traditionnel et l'idéologie à la mode du métissage, « ce nouvel avatar de l'homme universel ». Axée sur la « nécessité de cultiver la mémoire pour y puiser les matériaux de l'avenir », cette troisième voie, pour difficile et incertaine qu'elle soit, n'en constitue pas moins une voie plus humaine, plus fraternelle que celle qu'empruntent les discours actuels sur la nation, généralement peu enclins à reconnaître l'importance de celle-ci comme lieu d'enracinement et de dépassement pour l'individu.

La contribution de l'historien Julien Goyette nous entraîne sur le chemin moins fréquenté de la réception des œuvres de Fernand Dumont, en l'occurrence de *Genèse de la société québécoise* par les historiens professionnels. Alors qu'on aurait pu s'attendre à ce que cet ouvrage — qui doit beaucoup à l'historiographie québécoise contemporaine tout en prenant avec elle de grandes libertés — provoque un grand nombre de réactions, positives ou négatives, chez les historiens québécois, la recherche de Goyette nous force à constater que cette réception fut en fait fort limitée, seule une poignée d'historiens se risquant à rendre compte du livre de

Dumont. Pourquoi ce relatif silence des historiens ? Bien qu'il suggère là-dessus quelques hypothèses, l'auteur n'a pas la prétention de cerner les dessous de ce « rendez-vous manqué entre sociologie et histoire ».

Pour clore ce dossier, nous avons demandé à Fernand Harvey, le titulaire de la Chaire Fernand-Dumont (créée en janvier 1998 pour honorer la mémoire du sociologue-philosophe et fondateur de l'Institut québécois de recherche sur la culture), de nous présenter les objectifs de celle-ci et les grands axes des recherches qu'on y poursuit.